



CAS - 031 M
C.P. - ITINERANCE
AU QUEBEC

**Commentaires du Y des femmes de Montréal (YWCA)
dans le cadre des
Consultations particulières et auditions publiques
sur le phénomène de l'itinérance au Québec**

**Présentés par Manon Brière, intervenante et
Claudette Demers Godley, directrice générale**

Septembre 2008
Y des femmes de Montréal
1355, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec)
H3G 1T3
Tél : 514-866-9941, poste 512
Courriel : cdemers@ydesfemmesmtl.org

Le Y des femmes de Montréal

Le Y des femmes de Montréal (YWCA) est un organisme sans but lucratif créé par et pour les femmes. Depuis 1875, l'accueil et l'hébergement des femmes sont au cœur même de sa raison d'être. Les problèmes de pauvreté, de violence et d'isolement ne sont pas de nouveaux phénomènes mais chaque génération développe des programmes et des services qui reflètent la réalité et les besoins de la communauté.

Le Y des femmes, dès les années 1980, a pris en compte cette réalité qu'est l'itinérance des femmes et a développé une expertise qui, aujourd'hui, se traduit non seulement par une offre d'hébergement transitoire pour 34 femmes mais aussi un programme de réinsertion sociale qui permet aux femmes de reprendre le contrôle sur leur vie et de se fixer des objectifs de séjour sur une période de temps allant de 3 à 24 mois, selon leurs besoins. En 2004, nous avons ajouté le logement à prix abordable et sécuritaire avec soutien communautaire à nos stratégies d'inclusion des femmes en difficulté.

Définition de l'itinérance

L'itinérance se définit encore de nos jours de la façon suivante : une personne qui n'a pas d'adresse fixe, qui n'a pas d'assurance de logement stable, sécuritaire et salubre pour les 60 jours à venir, à très faible revenu, avec une accessibilité discriminatoire à son égard de la part des services, avec des problèmes de santé physique, de santé mentale, soit d'alcoolisme et /ou de toxicomanie, et/ou de désorganisation sociale et dépourvue d'appartenance stable.

L'itinérance des femmes demeure un phénomène invisible mais nous estimons que 30 % des personnes répondant à la définition précédente sont des femmes, surtout lorsqu'elles se retrouvent dans des populations dites à risque telles que : les autochtones, les travailleuses pauvres ou au chômage, les toxicomanes, les femmes ayant un handicap, ne bénéficiant d'aucun soutien familial ou communautaire, sortant de prison, de l'hôpital psychiatrique, les victimes de violence physique, sexuelle ou mentale, les jeunes sortant des Centres jeunesse, les travailleuses du sexe qui vivent dans un contexte d'itinérance.

Difficulté de cerner l'ampleur du phénomène de l'itinérance au Québec

Même si le problème de l'itinérance est difficile à cerner, les taux de pauvreté tant à Montréal que dans le reste du Québec donnent un indice suffisant pour déterminer qu'il y a un pourcentage de la population vulnérable important susceptible de se retrouver soit à la rue ou en maison d'hébergement. La pauvreté devant des enjeux comme l'état des routes, les ponts, l'éducation, la santé et bien d'autres tombe dans l'oubli et l'itinérance quoique visible dans certains espaces publics est somme toute invisible.

Depuis le début des années 2000, des stratégies de financement tant du niveau fédéral que provincial ont commencé à palier aux effets négatifs d'une politique canadienne en matière d'habitation absente. Le Québec a su pallier à l'urgence par un programme Accès logis volet III mais ce dernier est loin de répondre aux besoins de l'ensemble de la population.

Un lien est à notre avis évident entre le taux d'effort requis pour se loger pour toute personne vivant sous le seuil de la pauvreté et son revenu. Cette réalité contribue quotidiennement à mettre une personne à la rue – sans économies – une maladie, un acte de violence, un vol ou une mauvaise décision ont une conséquence sérieuse sur la capacité de plusieurs personnes de payer leur loyer. Une étude pourra donc contribuer à connaître le portrait d'une période bien définie mais ne saura définir clairement les personnes à risque et à notre avis, le nombre réel puisque l'itinérance des femmes est en grande partie invisible. Les femmes utilisent des stratégies de survie pour se loger diversifiées et ne se retrouvent pas uniquement dans la rue, en maison d'hébergement ou dans un lieu défini.

Un exercice de dénombrement de l'ensemble des personnes vivant sous le seuil de la pauvreté comparé avec les unités de logement à prix abordable et/ou social et les services disponibles serait plus révélateur et pourrait contribuer à une meilleure offre de services et de programmes tenant compte à la fois des besoins de la population ainsi que des décisions administratives des établissements de santé, de la sécurité des revenus, de la Régie des rentes, de la CSST, du ministère des finances, etc. car chaque coupure et chaque nouveau frais ont un impact direct sur la capacité de payer son loyer chez les plus démunis.

Le logement, c'est plus qu'un droit

Vous comprendrez par nos propos précédents que l'accès à un logement salubre, sécuritaire et à prix abordable diminuerait de façon dramatique le nombre de personnes sans domicile fixe. L'itinérance chronique est le résultat de conditions de vie inacceptables dans notre société, de rejet et d'abandon, de violence et de mépris. Les personnes touchées par la santé mentale, les dépendances et le jeu demeurent des personnes. La négligence de nos divers milieux vis-à-vis les personnes ayant multiples problématiques demeure encore à nos jours un énorme défi dans l'intervention tant médicale que sociale. La désinstitutionalisation avec des ressources limitées transférées à la communauté contribue à la chronicité de l'itinérance pour un certain nombre de personnes.

Dans son ensemble, le monde de l'itinérance n'est pas plus dur que le reste de la société mais il est pauvre et dispose de ressources modestes. Il y a les jeunes abandonnés par leur famille, maltraités ou peu soutenus par les Centres Jeunesse et souvent laissés pour compte avec peu de soutien à leur sortie. Il y a aussi les « baby-boomers », beaucoup d'images sont reçues de baby-boomers beaux et en santé mais le regard vide, les os brisés, la dépression des pauvres de 50 ans et plus n'est pas vendeuse de produits contre les rides et un bon grand nombre d'entre elles et eux est laissé pour compte.

Il n'y a pas de groupe cible dans le milieu de l'itinérance, il y a seulement ceux et celles que nous voyons versus ceux et celles que nous ne voyons pas – l'itinérance est un problème de société, un monde avec de nombreux écarts entre les pauvres et les nantis.

Services dans la région montréalaise

Depuis plus de 20 ans, les organismes communautaires offrent en concertation avec les organismes religieux divers services passant du refuge, à l'hébergement au logement social avec support communautaire, de la soupe à l'écoute, de l'intervention à l'empowerment.

Malgré cette offre, il demeure que plusieurs personnes ont de la difficulté à recevoir l'aide requise. À la fin du mois, les places en maison d'hébergement sont remplies, il est difficile d'obtenir des services de professionnels de santé comme pour le reste de la population il y a des longues listes d'attente dans les hôpitaux, les CSS et autres services. Une liste sans fin pour un logement social ou un HLM n'améliore pas la situation.

Une grande majorité des services offre une solution temporaire sauf le logement social avec un bail. La stabilité dans l'intervention, dans le soutien et dans le logement est au cœur même de la solution principale visant à diminuer l'itinérance en lien avec des stratégies de lutte contre la pauvreté : le long terme comme on le nomme dans nos milieux. Peu de ressources communautaires ont cette capacité car le financement même récurrent offre des conditions de travail et salariales peu satisfaisantes pour les travailleuses et travailleurs. La formation, le soutien, des conditions de travail sécuritaires et des salaires compétitifs sont des moyens intéressants pour assurer la continuité dans l'intervention.

Initiatives mises sur pied par d'autres villes

New York a développé une stratégie intéressante pour aider les personnes itinérantes par :

- Une campagne de sensibilisation du public en les informant des ressources disponibles dans leur quartier, par exemple composer le 311 pour que l'on vienne en aide à une personne en difficulté et non la 911 qui fait parfois à judiciairiser la personne.
- Des unités nommées « Safe Heaven », qui reçoivent 15 à 20 personnes à la fois pour les stabiliser et les accompagner dans une démarche d'intégration qui vise un logement social avec soutien communautaire. Ces centres sont dispersés dans 5 zones de la ville pour venir en aide aux personnes qui refusent toute forme d'hébergement;
- Le développement du logement social avec soutien communautaire à grande échelle. (voir l'annexe 1)

Une autre pratique intéressante est Path Malls (People assisting the homeless) en Californie, qui se veut un centre commercial pour les sans-abris. On leur offre alors une panoplie de services. Imaginez le Marché Bonsecours offrant :

- Un centre d'employabilité;
- Des ateliers de préparation à la recherche d'emploi
- Des salles de classes d'alphabétisation et d'informatique;
- Des services de formation à l'emploi;
- Un centre de référence à divers services et programmes en matière d'hébergement, de logement, de santé, de sécurité du revenu et de soins personnels (voir l'annexe 2).

Ce programme connaît un bon succès pour sortir les gens de l'itinérance et leur offrir une autonomie individuelle.

Les Jeunes :

Votre question

« Étant donné qu'entre 50% et 75% des jeunes de la rue auraient eu des contacts avec la DPJ, quelle forme d'aide les jeunes de 18 ans, devraient-ils recevoir pour éviter qu'ils se retrouvent à la rue?! » Démontre un grave problème! Une continuité des services dont le but est l'intégration s'avère essentielle encore une fois. Divers apprentissages doivent être enseignés comme des ateliers sur le budget, les impôts, le fonctionnement bancaire, le dépôt volontaire, des listes des différentes ressources disponibles (banques alimentaires, organisme communautaires...) en lien avec l'offre de conditions de logement adaptées à leur réalité et à leurs besoins. Au cœur même de toute cette information, c'est l'accompagnement et le soutien. Les jeunes ne peuvent pas être laissés à eux-mêmes parce qu'ils ont 17 ans et 3 mois. Oui, ils sont difficiles à cerner, mais notre abandon se fera ressentir pendant des années à venir si nous ne modifions pas nos pratiques.

Les pistes de solution :

- Un financement adéquat et récurrent des services de première ligne (hébergement, centre de jour, dépôts alimentaire et vestimentaire)
- Un plan de développement sur 10 ans de logements sociaux et de logements sociaux avec support communautaire.
- Une stratégie régionale axée sur les besoins de la population pour l'offre et la complémentarité des services et programmes financés avec un processus d'évaluation participative qui est à la fois qualitatif et quantitatif et qui tient compte des opinions des personnes participantes aux services et programmes.
- Une concertation régionale administrative qui finance et soutient la stratégie régionale avec les autres paliers gouvernementaux. Chaque secteur et chaque palier doivent être partie prenante de la solution à l'itinérance.
- Avoir un plan provincial pour réduire la pauvreté au Québec et ses effets pervers sur la population.
- Inclure les personnes vivant des difficultés et de l'itinérance pour qu'elles s'impliquent dans la définition des programmes et des solutions.
- Des subventions récurrentes qui permettraient de venir en aide aux personnes de façon continue et confortable et non dans des situations de précarité autant pour les travailleurs que pour les usagers. Même s'il y aura toujours des besoins....que la rue ne soit plus considérée comme issue possible pour certaines personnes.
- Bref une politique qui influencerait les notions de droit de cité, un revenu décent, le droit au logement, le droit à la santé, un réseau d'aide et de solidarité.
- Une politique gouvernementale témoignerait d'une volonté réelle, d'un effort soutenu de la part de l'État. Cela ferait preuve d'engagement; l'ensemble de la société (groupes communautaires, gouvernement, institutions, citoyennes et citoyens) pourrait alors être motivé à faire de même.
- Finalement, un financement récurrent et adéquat pour nos instances régionale et provinciale pour nous soutenir dans notre travail tant par la formation que par le partage de nos expériences et expertises.

Annexe 1 – Initiatives de New York



Search Email U

Residents Business Visitors Government C



April 3, 2008 - 3:27 pm

Directory

- HOME

- ABOUT DHS

- AT-RISK?

- HOMELESS NOW?

- PROVIDERS

- RENTAL ASSISTANCE

- PRESS RELEASES

- STATISTICS

- CONTACT US

Quick Links

- Daily Report
- Critical Activities Report
- Equal Opportunity Affairs
- Request For Proposals
- Volunteer Information

Press Releases

Mayor Bloomberg And Homeless Services Commissioner Hess Announce Decline in Street Homelessness for the Third Consecutive Year

City and MTA Unveil 'Give Real Change' Public Education Campaign to Help the Homeless

Mayor Michael R. Bloomberg and Department of Homeless Services (DHS) Commissioner Robert V. Hess today announced that street homelessness in New York City is down 12 percent since last year and 25 percent since 2005 - year the City conducted the Homeless Outreach Population Estimate, or HOPE survey. The HOPE survey is conducted annually in January to produce an accurate estimate of the total number of unsheltered individuals on the streets and in the subway system. The Mayor and Commissioner were joined by Deputy Mayor for Health and Human Services Linda Gibbs, MTA Executive Director and CEO "Lee" Sander, former New York Jets running back Curtis Martin, who is collaborating with the City on efforts to reduce homelessness, and representatives from City agencies and homeless services non-profit providers. The City and MTA also unveiled a new public education campaign, called 'Give Real Change' which reminds New Yorkers that the best way to help homeless individuals on the streets or in subways is to call 311 to have an outreach team sent to help them.

"Tackling homelessness in its many forms has been a priority for our Administration - and I'm pleased to announce further progress in our effort to help people leave the streets for a better life," said Mayor Bloomberg. "The good news, from both humanitarian and quality of life perspectives, is that a smaller number of New Yorkers live on city streets today than when we started measuring homelessness in 2005. We will continue to bring innovation and focused management attention to this longstanding urban challenge."

"The annual HOPE count not only provides an estimate of the street homeless population but it also enables us to evaluate and improve our outreach and shelter services," said Commissioner Hess. "Used along with other information, it informs the development of programs and partnerships that have produced the results we see today—nearly 1,100 fewer New Yorkers living on our streets."

Behind the Numbers: City Points to Successful Strategies

The City credits the decline in street homelessness to stepped-up strategies undertaken over the last two years. These include the Homeless Encampment Initiative, through which DHS and more than a dozen city and state agencies partnered to clear 70 targeted encampments and "hot spots" throughout the five boroughs, and the NYC Street to Home outreach program—a major component of the City's approach to outreach efforts citywide. In addition, the introduction of innovative housing options like Safe Havens and a partnership with the MTA positively impacted this year's results.

From Street to Home

NYC Street to Home, provides for the first time, a citywide approach to outreach. NYC Street to Home further changes DHS contracting by combining a new outreach approach with increased accountability for providers. Instead of many contracts being managed by multiple city agencies, for the first time DHS maintains oversight for all outreach contracts, with one non-profit provider responsible for each borough, ensuring a higher level of coordination. NYC Street to Home moves away from conventional outreach methods that focus on the number of times a team contacts particular clients to one that emphasizes the longest-term or most chronically homeless individuals into permanent housing. Providers work independently and share best practices and are a primary concern at monthly StreetStat meetings, held by DHS to ensure teams have necessary resources. In its six short months, NYC Street to Home providers collectively placed 450 individuals with some of the longest histories—so many decades—of street homelessness into permanent or transitional housing.

DHS works closely with its sister agency, the Department of Health and Mental Hygiene (DOHMH), to provide clinical expertise and guidance on the contract. The providers are: Goddard Riverside Community Center (Manhattan Consortium), Manhattan; Common Ground Community, Brooklyn/Queen Borough; Citizens Advice Bureau (CAB), Bronx; and Project Hospitality, Staten Island.

A Safe Haven from the Street

In November 2006, New York City piloted its first Safe Haven, in partnership with the Bowery Residents Committee (BRC), a non-profit service provider, with the support of a grant from The Betty and Norman F. Levy Foundation and the Mayor's Fund to Advance New York City. Safe Havens offer a safe, but temporary housing option for street homeless individuals who otherwise would not come off the streets. The size and atmosphere of Safe Havens, which are smaller and have few restrictions, are an innovative alternative for the individuals who choose not to come into shelter. In its first year, the BRC Safe Haven partnership had served 52 clients with an average length of street homelessness of seven and a half years. Seventeen of these clients—some were chronically homeless for more than 20 years—have moved into permanent homes of their own.

Based on the success of the pilot program, Mayor Bloomberg provided funding from the City's budget to replicate the Safe Haven model citywide. There are now more than 200 Safe Haven beds across the City at five sites, and by the end of 2008 there will be more than 500 beds. The new Safe Havens will follow the pilot program's approach, reserving capacity for the hardest-to-reach street homeless individuals who consistently have rejected placement in the shelter system, and who instead, opt to stay on the streets.

City-MTA Partnership

Many homeless individuals seen on the streets also spend time in the MTA transit systems. The MTA Connections Outreach Program has provided shelter to homeless individuals on subways, and in stations and terminals for many years. In 2007, the City and the MTA embarked on a partnership to better coordinate efforts on the streets and in the subways. As a result of this partnership, homelessness is down by 30 percent in the subways from last year.

The City-MTA collaboration includes improved access to housing, such as Safe Haven beds, and other resources; MTA Connections' participation in monthly StreetStat meetings to promote sharing of best practices and learning among outreach providers; and an ongoing initiative targeting Penn Station, one of the highest density transit hubs in terms of homelessness. This ongoing collaboration has included coordinated efforts with NYPD, MTA PD, MTA agency staff, and Midtown Community Court to conduct outreach to the homeless at Penn Station and NYC Transit terminal stations.

"Through the MTA Connections Outreach Program, the MTA has demonstrated its commitment to addressing homelessness on our system. The professional services provided by BRC, offer the homeless a better alternative to living on the street or subway. The collaboration with the City has improved

services MTA Connections Outreach can provide its clients," said MTA Executive Director and CEO Elliot G. Sander. "The results have been very positive for homeless individuals and the riding public."

'Give Real Change' Public Education Campaign

To further reduce street homelessness, Mayor Bloomberg, Commissioner and MTA Executive Director Sander also unveiled a new public education campaign called 'Give Real Change', which is currently going up in subway cars and stations around the city. The spots inform subway riders that the best help homeless individuals on the streets or subways is to call 311 to have an outreach team sent to help. The campaign emphasizes that New Yorkers can make a difference by joining the efforts already underway to house the homeless.

The MTA provided premium subway squares and one-sheet posters in subway cars and stations for this campaign, which should extend into the spring.

By the Numbers

New York City has an estimated 3,306 unsheltered individuals according to the 2008 census—a ratio of 1 unsheltered homeless individual to 2,485* of the general population. San Francisco has a 1 in 269 ratio; followed by Seattle with 1 in 295; Miami-Dade County with 1 in 1,741; and Chicago with 1 in 1,798.

There were an estimated 1,263 unsheltered individuals in Manhattan; 277 in the Bronx; 336 in Brooklyn; 135 in Queens; and 152 in Staten Island for a total of 2,165 on the surface (meaning streets and parks). There were 1,141 unsheltered individuals in the subways. Additionally, the Single Adult Shelter Census shows a decline by 19 percent from 8,687 in 2005 to 6,998 in 2008.

HOPE volunteers—this year 1,700 strong—walked a total of 8,291 miles and surveyed more than 1,000 subway cars. The HOPE survey is nationally recognized by the U.S. Department of Housing and Urban Development as the national standard for this type of homeless count.

**This represents a list of the largest U.S. cities with a similar street count methodology for which DHS was able to confirm a recent census.*

To View the Homeless Outreach Population Estimate Results [click here](#).

[Email a Friend](#)



Annexe 2 – Path Mall

NATIONAL COALITION *for* HOMELESS VETERANS

[About Us](#)
[Facts & Media](#)
[Policy & Legislation](#)
[Publications](#)
[Are You A Homeless Veteran?](#)
[Employment Assistance](#)
[Support for Service Providers](#)
[Homeless Veterans Service Providers](#)
[VA Grant & Per Diem Profiles](#)
[Stand Down](#)
[Get Involved](#)
[Make a Donation](#)
[Annual Conference](#)

Sign Up for the
 NCHV e-Newsletter!
 Your Email

Technical Assistance
 information provided
 on this website is
 funded, in part,
 through a grant
 from the
**U.S. Department
 of Veterans Affairs**

[Homeless Veteran Service Providers](#) > PATH (People Assisting the Homeless)

HOMELESS VETERAN SERVICE PROVIDERS

PATH (People Assisting the Homeless)

A Social Services Mall to Help the Homeless

The shopping mall has become an American icon within our society. We flock to it to purchase consumer goods, to see movies, to take walks around miles of corridors, or to simply hang out. It's a place for families, seniors, teens – a place for everyone. It's a one-stop haven for just about all of our needs and wants.

PATH (People Assisting The Homeless) has created a new kind of American mall in Los Angeles, California. Instead of a shopping mall, however, PATH has created a service mall for people who are homeless or living in poverty. The PATHMall houses dozens of private and public social service agencies in suites along a modern mall corridor. There's a full-service employment agency, a substance abuse counseling and treatment center, a mental health care office, a free medical clinic, a public benefits center, community court, and even a beauty salon. If a person is living in poverty or living on the streets, this mall provides every service that she or he would need to overcome the barriers and access to permanent housing and steady employment.

PATH opened the PATHMall in 2002. It is a collaborative of 20 community-based organizations and government social service agencies that form a "one-stop shopping center" for homeless individuals and families. It is part of a 40,000-square-foot facility known as the PATH Regional Homeless Center. In the span of one year, the mall transforms the lives of thousands of people, providing mental health services to about 1,200 people; employment placement assistance to more than 500; health care to about 850, and free haircuts and manicures to more than 6,000.

The total operating budget of PATH is \$3.8 million (FY 03-04). The program first began in 1993, and Homeless Veterans Reintegration Program (HVRP) funding through the Department of Labor-Veterans' Employment and Training Service (DOL-VETS) was approved in April 2000. During the first year of HVRP funding, the program received \$103,441, and in the subsequent years it has received \$102,000 annually. The PATHFinders Job Center/PATHAcademy program utilizes HVRP funding with a total budget of \$127,000. The program is also supported by the Department of Veteran Affairs Homeless Providers Grant and Per Diem Program, Employees Community Foundation of Boeing Southern California; and the Carrie Estelle Doheny Foundation.

Through its unique layout and design PATHFinders/PATHAcademy is able to offer the following services to participants:

- Employment counseling: Employment associates meet regularly with clients to perform individualized skills assessments, provide career counseling and provide linkages to prospective employers.
- Job preparation workshops: Workshops on resume-writing, interviewing

techniques and dressing for success are provided.

- Classroom training: LAUSD instructors teach computer classes that help participants learn the necessary skills to operate Microsoft Office Suite 2000 programs, including Microsoft Word, Microsoft Excel and Powerpoint.
- On-the-Job Training: Vocation training and certification are offered through CSC Certification, Los Angeles Regional Food Bank, and community partners in Forklift Operation, Warehousing, Security and Maintenance.
- Employment Resources: The job center provides access to on-site office resources (computers, phones, fax, voice mail) for job hunting.
- Referrals to Supportive Services: Clients gain access to the full range of service providers located on-site in the PATHMall, including transitional housing, healthcare, legal assistance, benefits and personal care services.

Since the inception of the program, PATH has made several adjustments to respond to the unique service needs of its homeless veteran clients. Staff have increased their emphasis on providing training and job placement activities in specific vocations, such as security guards, forklift operation and building maintenance. They have also increased their efforts to ensure that clients are aware of and have access to on-the-job training (office managing, building maintenance) and basic computer training. These newer classes are very popular with the veterans, and have a much higher rate of enrollment than the longer, 15-week computer training course, which is often a problem for veterans who are looking for immediate employment.

These services are provided through strategic partnerships with several local organizations that offer comprehensive employment and supportive services for homeless veterans, including:

- DVOP/LVERs – PATH works closely with Department of Labor Disabled Veterans Outreach Program (DVOP) and Local Veterans Employment Representatives (LVER) to provide weekly specialized services to eligible veterans.
- WIA/One-Stop – PATH maintains a service contract with the United Auto Worker Labor Employment and Training Corporation (UAW-LETC) WorkSource Center in South Los Angeles, which is funded by the Workforce Investment Act. The contract expands employment assistance services to complement PATH's development and training programs, and often creates cross-referrals to other employment opportunities.
- Department of Veterans Affairs – As a Homeless Provider Grant and Per Diem Program grantee, PATH partners with the VA to provide transitional housing and linkages to supportive services for homeless veterans who come through the program and the PATHMall.
- Department of Housing and Urban Development (HUD) – The organization has maintained service contracts with HUD for more than eight years, and current grants support PATHFinders, the regional street outreach team; the Access Center at the Regional Homeless Center; and PATHWays Housing.
- Coordination of other Resources for Homeless Veterans – PATH offers a wealth of services beyond employment for homeless veterans. At the PATHMall, veterans can access more than 20 private and public service agencies, including Los Angeles County Department of Public Social Services, CLARE Foundation, Gateways Hospital, Traveler's Aid Society and legal aid. Staff also coordinate activities with larger, national veterans service providers such as U.S. Veterans Initiative, which provides PATHFinders a full-time intern and service referrals for clients.

To manage these collaborations, PATH utilizes formal memorandums of

understanding (MOUs) and constant communication between PATH and the personnel of participating agencies.

The unique aspect of this program is the central location of the service providers. Clients are able to walk into the mall, complete a single intake process and begin addressing all of the complex issues relating to their homelessness in one place. With this coordinated approach, each program enhances the likelihood of success of the others, thus reducing the chance that people will get frustrated or overwhelmed.

In addition to promoting longer client retention and more comprehensive care, the mall service model reduces wasteful duplication of existing services and promotes greater cost-effectiveness through shared resources, overhead and a coordinated intake process. This collaboration allows each agency to build its capacity by providing more comprehensive care with improved outcomes at a lower cost-per-service. In addition to being a convenient location for the clients, a sense of community is created around a centralized mission.

During the 2002-03 fiscal year, the program had difficulty achieving its goals. The average wage at job placement was \$8.49, with 44 employment placements. The actual goal for the year was 65, but the slow pace of the economy and the stagnant state of the job market adversely impacted the program's success. As a result, the organization created a community advisory board comprised of business owners, entrepreneurs, corporate leaders and economic development agency representatives. The board uses its professional expertise and networks to connect PATH clients to employment opportunities. This initiative has allowed PATH to greatly improve their placement goals in the current fiscal year.

Another area where there was difficulty meeting program goals was permanent housing placement. Staff discovered that most of the veterans referred to the PATH program already had access to acceptable shelter, and if they were not already housed, they were able to acquire housing at nearby shelters without too many problems. In order to assist clients who are not housed, PATH has strengthened partnerships with local agencies that place homeless veterans. They have also been successful in reserving a number of beds for veterans through PATH's housing programs.

The PATHMall has had considerable success moving people from homelessness to self-sufficiency, and has been able to sharing its innovative model with other communities in need. The program has been featured in national and international media. ABC World News Tonight highlighted the PATHMall and stated it is the only facility of its kind in the nation. Community leaders throughout California, and representatives from Japan, Ireland and England have visited the PATHMall to learn more about replicating the program in their own cities.

Staff are currently engaged in developing resource and technical assistance information to help organizations replicate the social and supportive services mall model, and are close to publishing the PATHMall Handbook, a how-to guide for building effective community and government partnerships.

HVRP Program Outcomes -- July 2002 to June 2003:

	Goal	Actual	% of Goal
Program Enrollments	80	106	133%
Vocational Assessments	80	106	133%
Educational Assessments	0	4	400%
Employment Placement	65	44	68%
Permanent housing placement	70	59	88%

Average wage @ placement \$8.00 \$8.49 106%

- For more information about the PATH HVRP program, email Margaret Willis at: margaretw@epath.org.
- For information on HVRP, go to: http://www.dol.gov/vets/grants/new_hvrp_grants.htm.

[back to top](#)

All contents are Copyright ©1997-2005 National Coalition for Homeless Veterans. All rights reserved.

[Contact Us](#) | [Sitemap](#) | [Printer-Friendly](#) | [Menu by Milonic](#)